

Peut-on croire à un renouveau économique de la zone euro ?

Participaient à la conférence :

Claude ALLÈGRE, Ancien Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie

François LENGLET, Editorialiste économique

Les débats étaient animés par Gaëlle COPIENNE, journaliste.

I. Crise de la zone euro et crise de l'Europe

Gaëlle COPIENNE

Bonjour à toutes et à tous. Claude Allègre, comment décryptez-vous la situation actuelle de la zone euro.

Claude ALLEGRE

La crise de la zone euro est la concrétisation d'une crise politique de l'Europe beaucoup plus profonde. Quelles en sont les raisons ? Depuis le début de la construction européenne, et plus exactement depuis l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle, deux visions de l'Europe s'affrontent à fleurets mouchetés.

La première renvoie à la conception supranationale, qui prévalait lors de la signature du Traité de Rome et qui était défendue par Jean Monnet. Il s'agissait de créer les Etats-Unis d'Europe et de faire des nations des provinces.

La seconde, défendue par le Général de Gaulle, visait la constitution d'une Europe multinationale. Vous pensez probablement tous que ce dernier était anti-européen. Ce n'était absolument pas le cas. Avant l'indépendance algérienne, le Général de Gaulle avait pour ambition de bâtir un Commonwealth à la française avec les pays d'Afrique. A son arrivée au pouvoir d'ailleurs, il avait rencontré les grands leaders africains. Suite à l'indépendance algérienne de 1962, il avait compris qu'il ne pouvait aller à l'encontre de la liberté des peuples. C'est pourquoi il signait, en 1963, le traité de l'Elysée avec Conrad Adenauer, marquant ainsi le début du couple franco-allemand.

A partir de 1963, le Général de Gaulle est donc devenu pro-européen, à condition que la France en soit, avec l'Allemagne, le moteur. Lors de la signature du traité de l'Elysée, il avait proposé à Adenauer la création d'un gouvernement économique franco-allemand, essuyant alors un refus.

Le Général de Gaulle, de surcroît, est à l'origine de la Politique Agricole Commune. Par la suite, a émergé une lutte sourde entre la technocratie de Bruxelles, qui a toujours pour but de créer une Europe supranationale, et les nations. Quoi qu'il en soit, c'est la vision du Général de Gaulle qui a fait progresser l'Europe, avec la création du couple franco-allemand.

Georges Pompidou, pour sa part, n'aimait pas beaucoup les Allemands, leur préférant les Anglais. Par la suite, le couple Giscard d'Estaing / Schmidt a su préparer l'arrivée de l'euro. Le couple Mitterrand / Kohl, avec le support de Delors, a également bien fonctionné.

L'Europe a ensuite connu une panne, l'heure étant à la cohabitation et le président Chirac n'étant pas un grand ami de Kohl ou de Schröder. C'est à ce moment, marqué par un couple franco-allemand absent, que Bruxelles a saisi l'occasion d'élargir l'Europe à tout va, acceptant l'intégration de Chypre, qui n'était pas réuni. Aujourd'hui, les nations se replient sur elles-

mêmes à chaque fois qu'une décision importante doit être prise. Les citoyens européens veulent tous aller vers l'Europe, sans toutefois perdre leur identité.

L'Europe a enregistré un certain nombre de succès fondés sur des constructions multinationales. A titre d'exemple, le CERN de Genève, qui est le plus grand centre de recherche sur la physique des particules, a été construit à l'initiative de la France par des pays ayant décidé de s'associer dans ce cadre. Aujourd'hui, ses équipes sont multinationales. L'harmonisation des diplômes universitaires, défendue par la France, a été un autre succès de l'Europe. La Commission européenne souhaitait imposer l'instauration d'un diplôme unique européen, au sein de l'ensemble des universités européennes, qui y étaient opposées. *In fine*, il a été décidé d'harmoniser les cursus universitaires, afin de permettre la circulation des étudiants. Dix ans après, tous les cursus se sont rapprochés.

L'Europe a également eu des travers. Citons la volonté de Bruxelles :

- de réglementer la chasse à la palombe en Aquitaine, qui figure pourtant dans les contrats de travail depuis l'époque où Richard Cœur de Lion en était le prince ;
- d'interdire l'emballage des camemberts dans la paille, ces derniers devant être rangés dans de la matière plastique.

Force est de constater que ces travers ont contribué peu à peu à éloigner les citoyens de l'Europe.

L'Europe, en parallèle, a enregistré un extraordinaire succès en mettant en place l'euro. En effet, l'euro est devenu l'une des grandes monnaies mondiales. Il a été instauré grâce à la pugnacité de la France et au courage de l'Allemagne. Ainsi, les Allemands souhaitaient conserver le mark, considérant l'Europe du sud avec une certaine défiance.

D'aucuns considèrent que les agences de notation sont responsables de la situation actuelle et qu'elles doivent être dissoutes ou contrôlées. Pourtant, ces dernières, en dépit de leur imperfection et de leurs erreurs, traduisent la confiance des peuples. Or les peuples n'ont aujourd'hui plus confiance dans l'Europe, ce qui est probablement l'une des racines de la crise. En conséquence, la sortie de crise viendra d'une construction politique, dans laquelle l'Europe sera multinationale.

Nombreux sont ceux qui réclament aujourd'hui l'harmonisation fiscale européenne. Les Etats-Unis, pour leur part, ne disposent pas d'une fiscalité homogène. Ainsi, les Texans ne paient aucun impôt quand les Californiens en paient beaucoup. De surcroît, chaque pays a la responsabilité de ses systèmes éducatifs, légaux et commerciaux.

La volonté d'instaurer une harmonisation européenne totale relève d'une utopie dangereuse. En effet, l'Europe tire notamment sa richesse de sa diversité, laquelle est notamment linguistique. Les Américains ont résolu ce problème, se prononçant pour l'adoption de l'Anglais par un vote du Congrès de New York. A trois voix près, c'est le Hollandais que les Américains parleraient aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, imaginer avant très longtemps que l'Europe se dote d'une langue commune est une utopie. En effet, les identités nationales sont extrêmement importantes.

Enfin, l'Europe n'a jamais autant avancé qu'en période de crise. Je pense qu'elle ressortira plus forte de la crise actuelle.

Gaëlle COPIENNE

Je vous remercie.

II. Origines de la crise

Gaëlle COPIENNE

François Lenglet, lors de la préparation de cette conférence, vous avez cité Antonio Gramsci, qui disait en substance : « *La crise, c'est la transition entre le vieux et le neuf* ». Sommes-nous en train d'assister à la fin d'un cycle ? Dans l'affirmative, à quoi devons-nous nous attendre ?

François LENGLET

Au préalable, je tiens à souligner que je m'associe entièrement à l'intervention de Claude Allègre. Lorsque j'étais petit, on disait : « *Pour comprendre d'où vient l'autre et où il va, il faut regarder ses chaussures* ». En effet, les chaussures mises témoignent du programme de la journée et de l'endroit d'origine.

Examinons les chaussures de la crise. Il est totalement faux de penser que la crise est survenue par hasard. En réalité, elle s'est préparée dans les décennies précédentes et s'achèvera dans les prochaines années. La crise européenne n'est que le deuxième chapitre d'une crise mondiale de la dette, dont le premier volet s'est écrit en 2007 et 2008, à travers la crise des *subprimes*. Selon moi, le troisième chapitre sera celui de la crise des marchés émergents, et plus précisément de la Chine, qui souffre également d'un problème d'endettement.

Les crises de la dette mondiale arrivent à intervalles réguliers. Le capitalisme, de fait, est confronté à des problèmes voisins, tous les 70 ou 80 ans. Aujourd'hui, les chiffres de la dette sont incommensurables, ce qui me fait penser à un film américain avec Michael Caine et dans lequel le héros héritait d'un milliard de dollars et peinait à comprendre ce que cela se représentait. Michael Caine, sondé sur le sujet, lui répondait : « *Un dollar égal une seconde. Un million, c'est 11 jours et un milliard, c'est 31 ans* ». Cela donne la mesure de la différence entre le million et le milliard. Le seul déficit français pour l'année révolue, c'est, si un euro équivaut à une seconde, 30 000 ans. Tout cela pour dire que nous sommes projetés dans un univers dont les seules mesures sont difficiles à appréhender.

Par ailleurs, la crise actuelle est la crise du libéralisme et d'une certaine forme de l'idée de liberté, laquelle est née dans les années 60 au sein des sociétés anglo-saxonnes, qui donnent toujours le ton. L'idée de liberté a marqué les années 70, à Woodstock aux Etats-Unis en 1969. Elle a ensuite progressé et s'est diffusée, prenant de plus en plus de poids.

En 1979, Margareth Thatcher l'insuffle à l'économie, en cristallisant l'idée du libéralisme économique avant d'être imitée par Ronald Reagan en 1980. En 1979 également, Deng Xiaoping entreprend une révolution libérale, rompant avec la génération précédente en réclamant plus de liberté.

En 1989, le mur de Berlin s'effondre et l'économie de marché n'a plus d'ennemi. En 1999, le libéralisme commence à s'exalter et à se dénaturer, comme en atteste la bulle internet. La finance commence à prévaloir sur l'économie réelle. Des fusions considérables sont alors conclues. Dix années plus tard, aucune d'elles n'a survécu. En 2009, la crise survient. Dès lors que les protections et les réglementations sont désarmées, l'avidité prend le dessus, préparant la catastrophe.

L'extraordinaire prévalence de la dette mondiale n'est que le reflet de quarante années de pulsions idéologiques qui sont d'abord nées dans la société. En effet, l'économie ne fait jamais qu'enregistrer tardivement et de manière caricaturale des mouvements initiés ailleurs.

III. La sortie de crise

François LENGLET

Aujourd'hui, nous sommes probablement au seuil d'un nouveau cycle déterminé par la recherche de valeurs symétriques comme la protection, l'encadrement, la règle et l'Etat. Les générations se déterminent toujours par rapport à celles qui les ont précédées en veillant à agir de manière totalement opposée. Pour éviter de faire les erreurs de nos pères en conséquence, nous commettons les erreurs de nos grands-pères. N'en déduisez toutefois pas que je suis un farouche partisan de la réglementation, laquelle produit un certain nombre d'excès. C'est d'ailleurs pour cela que la génération des *baby boomers* a été très libérale. Le déterminant fondamental de tout cela, c'est la Société et l'alternance des générations.

L'Europe est aujourd'hui noyée sous les dettes. Je suis pour le moins sidéré que d'aucuns imaginent sortir de la dette par encore plus de dettes, en disant : « *La Grèce est endettée. Endettons la France et l'Allemagne pour l'aider* ». Ce raisonnement est pour le moins absurde. La faillite n'est pas seulement la fin : c'est également le début d'une autre histoire.

Le déni constitue le principal obstacle à la résolution de la crise de la dette européenne, même s'il se fissure peu à peu. Les crises financières ne sont rien d'autres que l'expression de la réalité. D'aucuns affirment que le temps de la démocratie et le temps des marchés ne sont pas les mêmes. C'est le cas : le temps du mensonge et le temps de la vérité ne sont pas les mêmes. Tout le monde le sait depuis longtemps.

Churchill, de 1928 à 1932, était extrêmement décrié pour avoir provoqué la réintroduction de la Livre Sterling à une parité idiote en 1925, déclenchant ensuite la crise. Cela étant, il s'est révélé par la suite. Quoi qu'il en soit, les personnes ayant la solution à la crise existent. Elles sont déjà là mais nous ne les voyons pas. La solution a toujours été trouvée au fil des générations. C'est simplement une question de temps, de vigilance et de bon sens.

Claude ALLEGRE

J'ai volontairement centré mon intervention sur la dimension politique de la crise. Cette dernière va toutefois constituer un moment décisif pour la pensée économique. Il y a 30 ans, l'économie était perçue comme une science exacte. Il semblait alors possible de tout prévoir. A l'époque d'ailleurs, l'intégration d'une section Economie à l'Académie des Sciences avait suscité des débats internes houleux. Or l'économie est avant tout une science humaine. Aussi n'existe-t-il aucune recette toute faite. C'est l'imagination qui permettra de surmonter la crise.

La crise a mis en évidence l'extraordinaire décalage entre l'économie réelle et l'économie financière. Cette situation est née de la mondialisation et de l'essor des programmes informatiques. Ces derniers, à travers des calculs probabilistes, démontraient en effet que les subprimes étaient très intéressantes. C'est le bon sens qui a remis les choses en ordre.

Je suis certain que l'écriture des livres d'économie va être bouleversée par la crise. En son temps, le grand économiste anglais Keynes avait fait l'objet d'un grand débat, au cours duquel l'un de ses disciples, Aaron, lui reprochait de ne plus être keynésien. En effet, il avait compris que les solutions qu'il avait apportées ne fonctionnaient plus.

François LENGLET

A cette époque, Keynes avait indiqué avoir changé d'avis face à l'évolution du contexte, ce qui avait vexé son interlocuteur.

Claude ALLEGRE

Quoi qu'il en soit, le changement qui est devant nous va être considérable. Il ne faut pas, face à cette situation, faire preuve de pessimisme puisque chaque problème a sa solution. Cette dernière, toutefois, devra se construire. Le monde politique, qui essaie de se cacher derrière des problèmes techniques, va devoir faire preuve de courage.

Gaëlle COPIENNE

Est-il envisageable d'accepter que des pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie ou encore l'Irlande quittent la zone euro ?

François LENGLET

Au préalable, il est absolument indispensable d'annuler ou de réduire la dette.

Gaëlle COPIENNE

L'annulation de la dette ne créerait-elle pas un précédent ?

François LENGLET

Uniquement si l'organisation future n'est pas pensée. La liquidation du passé, en effet, exige l'organisation de l'avenir. Pour prendre une image, les premiers étages des immeubles, lorsqu'il n'y avait pas d'ascenseurs, accueillait des appartements bourgeois. L'Allemagne, sur cette base, dispose d'un appartement de 250 m², la France d'un appartement de 249 m² et ainsi de suite. Le locataire du dernier étage, la Grèce, est parti en vacances en oubliant de fermer son robinet d'eau. Alors que les occupants n'ont pas envie de s'acquitter des frais correspondant à la dégradation occasionnée, il n'en demeure pas moins que la facture doit être réglée. Il convient également de penser l'avenir, en veillant à ce que le locataire du 6^{ème} étage satisfasse à ses obligations.

Quoi qu'il en soit, la dette doit être annulée, voire réduite de manière significative.

Par ailleurs, quelles sont les causes du surendettement de certains pays d'Europe ? Depuis la mise en place de l'euro, qui a gelé la parité, leurs coûts unitaires ont dérivé de façon extravagante par rapport à ceux de l'Allemagne. Au cours des dix dernières années, cette dérive s'est établie, pour la Grèce, à 60 %. Face à cette situation, deux solutions peuvent être envisagées.

La première, extrêmement douloureuse, renvoie à l'instauration d'une dévaluation intérieure. Il est peu probable que cette voie soit retenue, même si elle l'a été en Irlande. La seconde renvoie à la dévaluation, qui permet de reprendre les avantages indus sans douleur. Dans l'euro actuel toutefois, elle est impossible. Il n'est pas envisageable de laisser la parité en l'état. Il n'est pas non plus possible de ne pas modifier les parités afin qu'elles reflètent mieux l'évolution des coûts unitaires au cours des dix dernières années.

IV. Vers l'instauration de deux euros ?

Gaëlle COPIENNE

Claude Allègre, vous préconisez, dans votre livre, la création d'un euro dévalué pour les pays les plus fragiles de la zone euro.

Claude ALLEGRE

Je préfère parler d'un euro Bis. Premièrement, l'Union européenne a fait rentrer dans l'euro des pays dont la compétitivité ne le permettait pas. Or la création de l'euro ne prévoit aucun mécanisme permettant d'en exclure un pays y étant opposé. Deuxièmement, l'abandon de l'euro serait catastrophique. Troisièmement, les Grecs ne pourront pas rembourser leurs dettes. Aussi convient-il de les aider, même s'il n'est pas envisageable de les soutenir éternellement. C'est la raison pour laquelle il convient de leur offrir une voie leur permettant de retrouver une situation apaisée.

C'est à ce titre que je suggère la mise en place d'un euro Bis pour la Grèce, le Portugal, Chypre, l'Irlande et l'Espagne. En échange de cet euro dévalué, les autres états européens s'engagent à payer tout ou partie de leurs dettes. L'objectif n'est pas de les maintenir dans l'euro Bis, mais de leur donner le temps de se mettre en situation de revenir dans l'euro. L'Allemagne, toutefois, redoute que ses entreprises gagnent moins d'argent en travaillant avec la Grèce ou l'Espagne.

A mon sens toutefois, il s'agit de la seule solution. Les dirigeants politiques se donnent pour objectif d'atteindre un taux de dette de 3 % pour objectif. Ils doivent essayer de solder l'intégralité de leurs dettes.

François LENGLET

L'instauration de deux euros permettrait de donner un peu de souplesse au système, tout en ne le départissant pas d'une structuration. Dans ce schéma toutefois, *quid* de la France ? En effet, l'euro est un peu trop important pour son industrie, comme en témoigne son déficit commercial, à 1,75 milliard d'euros pour l'année en cours. Si la France rejoignait l'euro faible, elle renforcerait sa compétitivité. Ce mouvement, en mettant fin au couple franco-allemand, signerait cependant le glas de l'Europe.

Claude ALLEGRE

Il n'est pas envisageable de rompre le couple franco-allemand. Il est indispensable de déployer une organisation politique de la zone euro, distincte de l'Union européenne, où siègent des pays n'appartenant pas à la zone euro. Contrairement à ce qu'affirme la présidente du CNPF en effet, les adversaires de l'euro appartiennent à l'Europe.

François LENGLET

Absolument.

Claude ALLEGRE

De surcroît, il convient de tirer la leçon des choses qui n'ont pas marché. Ainsi, la démocratie n'existe pas à l'échelle de l'Europe. Les leaders politiques de chaque pays sont élus par leurs parlements nationaux. En conséquence, je propose que les pays demeurant dans la zone euro désignent des Ministres de l'Europe, en charge du gouvernement économique de l'euro. Je préconise également une évolution des objectifs de la BCE, laquelle doit lutter contre l'inflation et favoriser la croissance et l'emploi. Le gouvernement économique multinational que j'appelle de mes vœux deviendra rapidement européen, à l'exemple du CERN. Les marchés mondiaux verront alors que la zone euro est solide

L'harmonisation européenne des diplômes visait l'instauration d'une année d'étude obligatoire au sein d'un autre pays européen. Pour que la nouvelle génération soit innovante en effet, elle doit se sentir véritablement européenne.

V. Atouts de la zone euro

Gaëlle COPIENNE

Quels sont les atouts de la zone euro ? Doit-elle rougir face aux Brésil, à l'Inde, à la Chine ou à l'Afrique du Sud ? Quels sont ses relais de croissance ?

François LENGLET

Le potentiel de l'Europe est considérable. Ceux qui insistent sur le déclin de l'Occident font preuve d'une bêtise insondable. En effet, les Etats-Unis et l'Europe sont d'abord des démocraties. Or le capital s'investit en premier lieu là où le droit de propriété est garanti. Si la Corée du Nord offre une rémunération de 19 % à vos clients, vous leur déconseillerez d'y aller. De plus, l'Occident, s'il est challengé de plus en plus, propose des systèmes d'éducation très compétitifs.

La Chine manipule sa monnaie dans des proportions considérables, ce que l'Europe ne fait pas. Elle se trouve dans la situation d'un boxeur luttant contre un combattant sous anabolisants. La situation ne peut pas durer. Si la Chine jouait le jeu, l'Europe aurait des armes respectables. Le mondialisme naïf dont nos dirigeants font preuve est extrêmement dangereux, alimentant le ressentiment des peuples contre l'ouverture. Or ce sont toujours ces derniers qui décident.

En envisageant les choses de manière sereine et dans un rapport de forces maîtrisé, il est tout à fait probable que l'Europe renoue avec de longues périodes de croissance. Rien ne l'interdit. D'aucuns soulignent le vieillissement de la population européenne. Cela étant, la natalité française est extraordinaire et les citoyens de 60 ans ne sont plus du tout les mêmes que par le passé.

Les nouvelles contraintes liées au développement durable, de surcroît, constituent de fabuleuses opportunités de croissance, car l'inventivité humaine est sans limites.

Gaëlle COPIENNE

Claude Allègre, partagez-vous l'enthousiasme de François Lenglet ?

Claude ALLEGRE

Absolument. Certaines personnes ont inventé une machine qui, placée sur l'océan, se déplace en utilisant l'énergie des vagues. D'autres ont fabriqué de nouvelles cellules photoélectriques en s'inspirant de la photosynthèse. Nombreux sont ceux considèrent que l'Université Française est médiocre. Or le nombre de chercheurs français travaillant aux Etats-Unis a été multiplié par dix en vingt ans. En outre, des Français sont directeurs de laboratoires en Chine.

Le commerce international repose sur de grands ensembles, lesquels doivent négocier les uns avec les autres. Ainsi, l'Europe doit négocier avec la Chine, le Mercosur ou l'Alena. L'Europe est la zone la plus ouverte du monde aujourd'hui, ce qui fait souffrir ses petites entreprises, victimes de la copie de leurs procédés par des entreprises chinoises.

D'aucuns affirment que l'OMC permet à la France de vendre des Airbus en Chine. Cependant, en plus du risque de copie, ils ne représentent pas grand-chose en matière d'emplois par rapport aux petites entreprises ou aux sous-traitants.

Enfin, l'euro est une monnaie forte et respectée. Toute sortie de l'euro emporterait une multiplication des dettes par trois.

Gaëlle COPIENNE

La parole est à la salle.

VI. Débats avec la salle

De la salle

Récemment premièrement, j'ai entendu votre ami Jacques Attali déclarer que les décideurs européens savaient que l'euro ne pouvait pas marcher au moment de sa création, mais qu'ils avaient décidé de l'instaurer quand même, estimant que les crises en découlant allaient contraindre à plus d'Europe. S'agissait-il d'une bonne méthode selon vous ?

Deuxièmement, avec tout le respect que je vous dois, vous venez de réinventer ce que la théorie économique appelle le régime des taux de change fixes, mais ajustables. Il convient de le mettre en place. Selon la théorie économique, l'euro est, à la base, une erreur. Il a été décidé par Mitterrand qui, en dépit de l'admiration que je lui porte, ne connaissait rien à l'économie.

Claude ALLEGRE

Je ne sais pas ce que vous a dit Jacques Attali. Jacques Delors, en prenant la présidence de l'Europe, avait dit : « *Ils ne veulent pas faire l'Europe politique. On va faire l'Europe économique, ce qui les forcera à faire l'Europe politique* ». Le chancelier Kohl n'aurait pas pris le risque d'engager son pays dans la zone euro contre l'opinion s'il avait pensé que l'euro n'était pas viable.

La théorie économique, par ailleurs, n'existe pas. Thierry de Montbrial, brillant polytechnicien du corps des mines, a fait sa thèse à Berkeley. A son retour en France, il a été nommé professeur d'économie à l'Ecole Polytechnique. Il a décidé de démissionner au bout de dix ans, s'apercevant qu'il n'expliquait finalement rien d'autre que la marche d'un souk marocain.

Gaëlle COPIENNE

Je vous propose de conclure l'un et l'autre.

François LENGLET

La solution à nos problèmes ne manquera pas d'être trouvée. Elle devra toutefois s'inscrire dans le long terme. L'un de mes amis historiens, Niall Ferguson, a justement écrit : « *L'histoire ne se déroule pas à la vitesse d'un match de football* ». En essayant de réagir à la moindre information en effet, on oublie parfois que l'histoire des sociétés, c'est d'abord l'histoire de l'évolution des mentalités collectives, laquelle prend du temps.

Claude ALLEGRE

L'histoire des mentalités est une composante fondamentale, développée par l'Ecole Française des Annales. Je vous conseille d'ailleurs de lire les livres de Jacques Le Goff sur le sujet. Le libéralisme intégral et le développement d'une sphère financière hors de tout contrôle ne constituent pas une bonne solution. Lorsque j'étais au cœur du Parti Socialiste, nombreux étaient pourtant ceux qui pensaient que c'était le cas. Le marxisme, le communisme ou l'économie administrée ne fonctionnent pas non plus.

La création du G20 a été une bonne initiative. Si elle ne se concrétise pas par un secrétariat permanent, elle ne servira cependant à rien. Jacques Attali plaide par exemple pour la constitution d'un gouvernement mondial, ce qui ne présente d'autre intérêt que de faire durer la conversation. En revanche, l'instauration d'une régulation mondiale ferait sens. D'ailleurs, la taxe Tobin revient à l'ordre du jour. En France, elle avait été proposée par Lionel Jospin. Pour rappel, elle avait été appliquée par Tobin pendant deux ans lorsqu'il était conseiller du Président des Etats-Unis pour ralentir les flux trop rapides. Elle marchait alors très bien.

Quoi qu'il en soit, il est indispensable de parvenir à une régulation mondiale. Enfin, j'ai conclu mon dernier ouvrage sur une phrase de Chateaubriand : « *Levez-vous, orages désirés* ». A mon sens, les mesures devant être prises ne le seront que dans la tempête. Ne soyons pas pessimistes quant à nos moyens. En effet, l'Europe est et reste une référence mondiale pour un certain nombre de choses, et notamment en matière de bon sens.